

Stéphane Richard en garde à vue : mauvais effet pour Orange

Lundi matin, dans le cadre de l'affaire Tapie, Stéphane Richard, PDG du groupe Orange et ancien directeur de cabinet de Christine Lagarde lorsqu'elle occupait le poste de ministre de l'Economie et des Finances (2007 – 2011), a été placé en garde à vue, a signalé L'Espresso.fr.

La justice cherche à éclaircir les conditions de l'arbitrage datant de 2008 pour clore le contentieux entre Bernard Tapie et le Crédit Lyonnais (403 millions d'euros octroyés à l'homme d'affaires). Mais ce schéma de règlement est contesté.

Désorganisation d'Orange ?

Fin mai, Christine Lagarde, désormais à la tête du FMI, avait été convoquée devant la Cour de la République en vue d'une éventuelle mise en examen. Finalement, après une longue audition, elle a été placée sous le statut de témoin assisté.

L'implication de Stéphane Richard perturbe la vie de l'organisation du groupe Orange. La semaine dernière, la section syndicale CFE-CGC/UNSA France Télécom – Orange avait protesté contre les pressions politiques. En particulier après les déclarations d'Arnaud Montebourg, ministre du redressement productif, qui avait déclaré au Monde : «*Si Stéphane Richard est mis en examen, il lui sera difficile de rester [PDG d'Orange, NDLR].*» Propos qu'il a, depuis, démenti avoir tenu. Le syndicat rappelait pour sa part la nécessité de respecter «*la présomption d'innocence*».

Au terme de cette garde à vue, Stéphane Richard pourrait être placé, soit sous statut de témoin, de témoin assisté ou pourrait être mis en examen.

Renouvellement de mandat remis en cause ?

En l'absence de son patron, le groupe télécoms sera dirigé par Gervais Pellissier. Le directeur général délégué «*peut faire fonctionner l'entreprise, comme il le fait quand Stéphane Richard est en voyage à l'étranger*», indique le service de communication d'Orange.

Mais la situation se complique dans la perspective du renouvellement de son mandat de PDG du groupe Orange qui arrivera à échéance en juin 2014.

La garde à vue de Stéphane Richard intervient en parallèle de celle de Jean-François Rocchi, ex-président du Consortium de réalisation (CDR), la structure chargée de solder le passif du Crédit Lyonnais. Selon l'AFP, Bernard Scemama doit également être entendu par les policiers. Il était, à l'époque des faits, président de l'EPFR, un établissement sous tutelle du CDR.

Voir aussi

[Silicon.fr en direct sur les smartphones et tablettes](#)

[Silicon.fr fait peau neuve sur iOS](#)

[Silicon.fr étend son site dédié à l'emploi IT](#)